



**Friends of
the Earth
Europe**

Un cadeau empoisonné

Pourquoi la proposition de dérogations (« opt out ») de la Grèce relative aux plantes GM est plus nuisible qu'utile

Avril 2014

Introduction

La proposition d'accorder aux Etats membres plus de pouvoir de décision concernant la culture des plantes génétiquement modifiées sur leur territoire, a rencontré un fort soutien d'un certain nombre de gouvernements et d'organisations, y compris les Amis de la Terre Europe.

Pourtant si les nouvelles propositions avancées par la Grèce étaient acceptées, les pays qui s'opposent aux OGM repartiraient les mains vides et n'obtiendraient que peu d'arguments juridiques les soutenant, alors que ce serait un superbe cadeau offert aux entreprises qui profitent des OGM. La Commission européenne doit accorder de vrais pouvoirs aux gouvernements nationaux afin que leurs champs puissent rester sans OGM.

Brève analyse de l'actuelle proposition du Conseil européen

Selon les propositions actuelles, les gouvernements nationaux qui s'opposent aux OGM seraient obligés de demander à des entreprises de biotechnologies comme Monsanto ou Syngenta de les exclure de leurs demandes d'autorisation. Les gouvernements et les citoyens qui s'opposent aux OGM se trouvent désavantagés par rapport aux firmes de biotechnologies et leur envie de profits.

Cette proposition est un affaiblissement très important du texte adopté par le Parlement européen en juillet 2011 qui garantissait potentiellement de vraies prérogatives aux gouvernements nationaux pour interdire la culture d'OGM :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2011-0314+0+DOC+XML+V0//FR>

La proposition actuelle présente des faiblesses politiques, démocratiques et juridiques qui sapent le pouvoir des gouvernements à interdire les OGM. En effet les raisons invoquées pour interdire des OGM sont juridiquement fragiles et pourraient exposer les pays à des poursuites judiciaires menées par les entreprises de biotechnologies, même lorsqu'il s'agit de décisions prises démocratiquement à l'encontre des OGM. Ces propositions réduisent aussi l'importance d'une analyse et d'un contrôle rigoureux des dangers sanitaires et environnementaux. Le filet de sécurité de l'Union européenne qui a relativement préservé l'Europe des OGM et le principe de précaution, un des principes fondamentaux sur lequel se base la politique européenne, se voient ainsi affaiblis.

Les interdictions nationales prises pour des raisons juridiquement fragiles pourraient être contestées soit en s'appuyant sur des traités commerciaux comme cela a été confirmé l'expert juridique du Conseil (avril 2001), soit devant des tribunaux. Une vraie protection juridique des Etats membres ne peut être garantie qu'avec de vrais droits comme ceux que proposait le Parlement européen.

Recommandations

Les Amis de la Terre Europe recommandent aux Etats membres de ne pas apporter leur soutien à la proposition de dérogation grecque. Ils devraient plutôt chercher à l'améliorer en s'appuyant sur les propositions du Parlement européen qui exigeaient des règles plus strictes pour évaluer les OGM, tout en réformant en profondeur le système de décision relatif aux OGM.

Améliorations et exigences minimales :

- supprimer toute option qui permettrait aux entreprises de biotechnologies d'avoir le moindre rôle à jouer lorsque les gouvernements décident d'interdire la culture d'OGM. Il s'agit de supprimer toute pré-condition, comme le fait que les gouvernements aient à demander d'abord l'autorisation des entreprises de biotechnologies pour interdire un OGM. Cette proposition met les Etats et des entreprises privées sur un pied d'égalité et officialise le rôle des entreprises de biotechnologies dans l'élaboration des politiques.
- Changer la base juridique de la proposition pour la rendre juridiquement solide (passer de l'article 114 du traité qui traite du Marché intérieur, à l'article 192 qui traite de l'Environnement)

Informations politiques générales

En 2010, la Commission européenne avança une proposition qui donnait aux Etats membres de nouveaux droits pour interdire la culture des OGM sur leur territoire. Les Amis de la terre estimèrent que cette proposition était viciée politiquement et juridiquement, du fait de l'incertitude juridique entourant les interdictions, et des tractations menées en coulisses pour accélérer les autorisations de nouveaux OGM.

En juillet 2011, le Parlement européen modifia sensiblement le projet pour combler ses lacunes et l'amenda de façon à renforcer juridiquement les interdictions.

Alors que 19 pays ont refusé d'autoriser le maïs GM 1507, c'est le moment pour les Etats membres de modifier la proposition, en procédant aux changements nécessaires. Jusqu'à maintenant quatre pays (Allemagne, Belgique, France et Royaume-Uni) bloquent la proposition de dérogations depuis 2011. Il apparaît cependant que le Royaume-Uni serait prêt à apporter son soutien à cette proposition.

En fait le texte proposé par la présidence grecque est une version revue du texte discuté entre les gouvernements en 2012. Les amendements apportés font que le texte présenté n'offre qu'une base légale limitée pour les pays qui s'opposent aux OGM et est caractérisé par un très fort parti pris en faveur de l'industrie des biotechnologies

Préparé par Mute Schimpf et Adrian Bebb /mars 2014

Les Amis de la Terre Europe tiennent à remercier la DG Environnement de la Commission européenne pour son assistance financière pour cette publication. Le contenu de cette publication est de la seule responsabilité des Amis de la Terre Europe et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position du donateur cité plus haut. Le donateur ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations que ce document contient.

Amis de la Terre Europe Groupes membres

Allemagne	Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND) Friends of the Earth
Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord	
Autriche	Global 2000
Belgique (Wallonie et Bruxelles)	Les Amis de la Terre
Belgique (Flandres et Bruxelles)	Voor Moeder Arde
Bulgarie	Ecoglasnost
Croatie	Zelena Akcija
Chypre	Friends of the Earth
Danemark	NOAH
Ecosse	Friends of the Earth Scotland
Espagne	Amigos de la Tierra
Estonie	Eesti Roheline Liikumine
Finlande	Maan Ystävät Ry
France	Les Amis de la Terre
Géorgie	Sakharvelos Mtsvaneta Modzraoba
Hongrie	Magyar Természetvédok Szövetsége
Irlande	Friends of the Earth
Italie	Amici della Terra
Lettonie	Latvian-vides Aizsardzibas Klubs
Lituanie	Lietuvos Zaliuju Judėjimas
Luxembourg	Mouvement Ecologique
Macédoine	Dvizhenje na Ekologistite na
Makedonija	
Malte	Moviment ghall-Ambient
Norvège	Norges Naturvernforbund
Pays-Bas	Vereniging Milieudéfensie
Pologne	Polski Klub Ekologiczny
République tchèque	Hnuti Duha
Slovaquie	Priatel'ia Zeme-Slovensko
Suède	Miljöförbundet Jordens Vänner
Suisse	Pro Natura
Ukraine	Zelenyi Svit

Les Amis de la Terre / Friends of the Earth Europe font campagne pour des sociétés justes et soutenables et pour la protection de l'environnement. Ils réunissent 30 organisations nationales, des milliers de groupes locaux et font partie du grand réseau écologiste mondial, Friends of the Earth International.